

Au milieu de toute cette activité, Heeney écrit en privé à Pearson : «[L]’action combinée de votre ministre suppléant et de votre sous-secrétaire par intérim a un effet plutôt exténuant, comme vous pouvez vous en douter. La production de documents et leur volume ont sans doute atteint un niveau record, et je crains que les notes de service n’aient raison de la croisade que vous avez amorcée au sujet du Traité de l’Atlantique Nord⁵.» Robertson, un ancien et futur sous-secrétaire, était aussi d’avis qu’en l’absence du ministre, son suppléant avait naturellement tendance à «saisir le Cabinet de questions qu’un ministre en titre sur place cherchera[it] à régler lui-même ou en consultation étroite avec ses collègues du Cabinet que ces questions intéressent tout particulièrement⁶». Pearson, toutefois, ne rentra qu’à la mi-décembre à Ottawa, où sa relation de travail étroite avec Louis Saint-Laurent, alors Premier ministre, facilita l’examen des grands dossiers de politique étrangère.

La position à adopter face au blocus soviétique de Berlin et au pont aérien mis subséquemment en place par les alliés fut l’un des points sur lesquels Mackenzie King s’opposa à Saint-Laurent et à Pearson. Malheureusement, ce furent les Britanniques qui, les premiers, demandèrent l’aide du Canada (documents 491 et 494) et la presse eut vent de la chose. King y vit un scénario semblable à celui de la crise de Chanak en 1922, épisode resté gravé dans sa mémoire comme une tentative d’un gouvernement britannique belliqueux de presser son gouvernement de soutenir aveuglément une intervention militaire à la marge des intérêts impériaux. Facile à caricaturer, la circonspection du Premier ministre était compréhensible et sa crainte d’un casus belli impliquant un avion ou un pilote canadien et susceptible de déclencher une Troisième Guerre mondiale était partagée par quelqu’un que ne hantait pas le spectre de Chanak, à savoir Brooke Claxton. King fut certainement soulagé quand ce dernier s’opposa, au Cabinet, à la participation du Canada au pont aérien (document 498). Deux lettres (documents 499 et 506) font ressortir les divergences d’opinion entre Claxton et Pearson.

Au fur et à mesure que d’autres dominions répondaient positivement à l’appel d’aide de la Grande-Bretagne, les pressions privées et publiques sur le gouvernement se firent plus insistantes. Il ressort clairement des archives de l’ambassade à Washington que le département d’État et les autorités militaires américaines souhaitaient elles aussi vivement la participation du Canada (documents 521, 522, 528, 532 et 533), mais il est aussi évident que Pearson y fut pour quelque chose (documents 519 et 520). Il ne fait pas de doute que l’approche initiale via Londres compliqua l’examen de la question à Ottawa, comme d’ailleurs l’impression du premier ministre sortant qu’une guerre était imminente. Ce sentiment était né durant une séance d’information donnée par le secrétaire aux Affaires étrangères de Grande-Bretagne, Ernest Bevin, quand King s’était rendu à Londres à l’occasion du mariage royal en novembre 1947, et il était toujours présent un an plus tard lorsque le premier ministre prit sa retraite. Comme on pouvait s’y attendre, deux semaines après le départ de King, Pearson pressa Saint-Laurent de reconsidérer la question (document 535). À la fin de l’année, toutefois, le Canada restait sur la touche.

La guerre froide eut aussi un impact sur les relations du Canada avec le reste du Commonwealth même si King ne jugeait pas que cela justifiait de devancer la date

⁵Documents de Pearson, volume 32 : A.D.P. Heeney à L.B. Pearson, 19 novembre 1948.

⁶DEA/259-A(s) : N.A. Robertson à Reid, 30 décembre 1948.